

Histoire

Les notions clés dans le programme en terminale L/ES/S

Thème 1 : Le rapport des sociétés à leur passé

Chapitres concernés

Une étude au choix:

- L'historien et les mémoires de la Seconde Guerre mondiale en France ou
- L'historien et les mémoires de la guerre d'Algérie

Les questions posées

Les deux questions concernent des périodes de conflits qui sont des facteurs de divisions des forces sociales et politiques. Les différents acteurs de ces mémoires (souvent des témoins) produisent des jugements moraux particulièrement « clivants ». Le regard de l'historien sur les mémoires permet de réfléchir sur la démarche historique et l'esprit critique. Comment les mémoires des deux conflits deviennent-elles pour les historiens des objets d'histoire ?

Pour la construction des mémoires de la Seconde Guerre mondiale en France, plusieurs types de mémoires (voir fiche Histoire 1) s'entrecroisent :

- celle du conflit lui-même [qui constitue en France une crise politique (voir fiche Histoire 8) majeure],
- celle des Résistances,
- celles des génocides juif et tzigane.

Les premières mémoires s'élaborent avec un objectif de rassemblement national après les profondes divisons des « années noires » (1940-1944) :

- celle d'une certaine héroïsation nationale de la France libre
- des Résistances et de la Déportation
- celle, moins popularisée, des victimes des génocides
- celle des prisonniers de guerre (PG) ou des anciens du STO (« déportés du travail »)
- celles des « Malgré-nous » (Alsaciens et Mosellans enrôlés de force dans l'armée allemande).

Aujourd'hui, on identifie trois temps dans l'émergence des mémoires de la Seconde Guerre mondiale :

- de 1944 aux années 1970, les forces politiques sont d'accord pour favoriser la réconciliation nationale à travers un « mythe résistancialiste » (terme dû à l'historien Henri Rousso). Des travaux récents de Pierre Laborie relativisent ce moment.
- à partir des années 1970, on observe un « retournement mémoriel » avec un contexte politique nouveau, des recherches d'historiens qui interrogent la gouvernance (voir fiche Histoire 9) et conduisent à la reconnaissance officielle de la participation de l'État français à la Shoah (1995 par Jacques Chirac). François Azouvi a démontré qu'il fallait relativiser cette reconnaissance tardive avec une commémoration du génocide juif dans l'espace public dès 1945.

Le travail des historiens, bien différent de celui des acteurs des mémoires, s'est orienté dans deux directions : l'étude scientifique de chacune de ces mémoires et le réveil de ses mémoires à travers la commémoration. Face aux témoins, l'historien a dû rester vigilant pour éviter toute falsification de l'Histoire. Avec la disparition des derniers témoins, la question des mémoires de la Seconde Guerre mondiale est désormais de plus en plus dans l'histoire et connaît une certaine libération.

Le « travail de construction des mémoires » et le travail des historiens ont été l'objet de différentes pressions organisées par les gouvernements successifs ou des groupes mémoriels. En France, les mémoires sont concurrentes :

- les « rapatriés » d'Algérie et leurs descendants (qui cultivent une nostalgie de l'Algérie coloniale ou « nostalgérie »)
- les militaires engagés (qui portent une « mémoire de la contrainte » de combattre)
- le FLN (qui entretient une « guerre des mémoires »), cumulent des mémoires contradictoires qui s'opposent dans l'espace public.

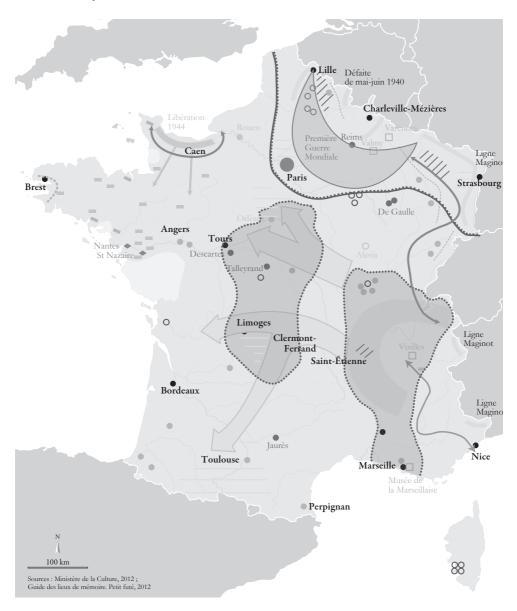


Les historiens cherchent à se distancier de ces mémoires conflictuelles mais leur tâche n'est pas aisée.

Deux « temps » mémoriels sont identifiables au sujet de la Guerre d'Algérie, en distinguant les deux rives de la Méditerranée :

- de 1962 à 1992, le travail des historiens est difficile en raison de la concurrence des mémoires en France et la construction d'un « mythe national » par le FLN en Algérie.
- à partir de 1992, le contexte change avec l'ouverture des archives. Les historiens peuvent produire des recherches qui intègrent la parole des acteurs. La guerre d'Algérie est reconnue en France en 1999 alors qu'en Algérie le « récit national » est remis en cause avec la contestation du pouvoir exercé par le FLN.
- **Termes associés** : guerre des mémoires, concurrence des mémoires, tournant mémoriel, historiographie
- Vers la géohistoire : acteurs, puissance
- La confusion à ne pas faire : il ne faut pas stigmatiser les mémoires, car elles constituent une source importante pour l'historien.

Les Français et leur Histoire : lieux de mémoires et mémoires alternatives



É. Janin, et al. Atlas de la France. 50 cartes pour comprendre les enjeux et défis du pays. Ellipses 2012.



La mémoire exclusive des deux guerres mondiales

Espaces mémoriels saturés au Nord-Est et en Normandie : très forte densité de lieux de mémoire et tourisme de mémoire

La Première Guerre mondiale

Croissant Nord-Est: forte densité de lieux de mémoire des combats de la Première Guerre mondiale

La Seconde Guerre mondiale : la mémoire officielle et ses évolutions

- La mémoire des combats et sa diffusion : vestiges de la ligne Maginot, défaite de mai-juin 1940, débarquement de juin 1944 en Normandie
- Lieux de mémoire de la Libération
- La mémoire de la Résistance
- ... et sa diffusion dans le centre ouest dans les années 1960
- La résurgence de la mémoire de la déportation et des massacres de civils : camp du Struthof à l'Est, restauré en 2005, redécouverte des camps destinés aux républicains espagnols, puis aux Juifs étrangers dans le Sud-Est, redécouverte du Veld'hiv et des camps d'internement aux alentours de Paris

L'affaiblissement des lieux de mémoire de la Nation et de la République

Deux héros de l'histoire de France

- Vercingétorix "notre ancêtre gaulois"
- L'itinéraire de Jeanne d'Arc

Construction et défense du territoire national

- Fortifications de Vauban et de Séré de Rivière : architecture militaire et maritime
- Histoire et musée de l'armée française, pilier de la République

Lieux de mémoire de la République française

Lieux de mémoire et musées liés à la période 1788-1792

Mémoires alternatives, concurrences des mémoires

- "L'autre France" : mémoire de la Vendée et de la Chouannerie
- O Culte napoléonien : Route Napoléon et lieux de mémoire napoléoniens
- Routes des abolitions et lieux de mémoire de l'esclavage
- Mise en lumière du rôle des peuples colonisés dans l'Histoire de France
- Gloires locales
- // Mémoire industrielle et artisanale
- Région parisienne : pluralité et densité des mémoires. Manifestation de mémoires alternatives secondaires (génocide arménien, histoire de la gauche...)
- Coexistence de mémoires, densité des lieux de mémoires

L'Historien et les mémoires de la Seconde Guerre mondiale

Le temps du « mythe résistancialiste » (1945-1970) - Le rôle des forces politiques - Le rôle du cinéma - Des mémoires refoulées Juifs nostalgiques de Vichy Mais à relativiser car les Français ne se sont jamais sentis comme « Résistants » (thèse de Laborie)





L'Historien et les mémoires de la guerre d'Algérie

En France : le « temps de l'amnésie » (1962-1992)

Travail difficile des historiens

Idée de guerre sans cause

Concurrence des mémoires entre anciens combattants, harkis et « pieds noirs » (terme datant de 1962)

En France : le « retour de mémoire » (depuis 1992)

Un contexte plus favorable

Des travaux d'historiens grâce aux archives (R. Branche, B. Stora, S. Thenault)

La parole des acteurs se libère

Une guerre reconnue en 1999

En Algérie : le « mythe national » est mis en place

LE FLN instrumentalise la mémoire pour mieux légitimer sa dictature

ldée d'une révolution qui a soulevé le peuple algérien

En Algérie: un « récit national » remis en cause

Émeutes en Kabylie 1980 et 1988

Guerre civile des années 1990

De nouvelles générations qui se défient du FLN



Thème 2 : Idéologies et opinions en Europe de la fin du XIX^e siècle à nos jours

Chapitres concernés

- Socialisme, communisme et syndicalisme en Allemagne depuis 1875
- Médias et opinion publique dans les grandes crises politiques en France depuis l'Affaire Dreyfus

Les questions posées

- En quoi le développement du socialisme (par les partis) et du mouvement ouvrier (par les syndicats) traduit-il l'évolution de la société allemande et sa transformation de 1875 à nos jours ?
- Quelle place occupe l'opinion publique, devenue un phénomène essentiel de la vie démocratique, lors des crises politiques qui ont frappé la France depuis l'affaire Dreyfus ?

Socialisme, communisme et syndicalisme en Allemagne depuis 1875

Le mouvement ouvrier qui se développe dans ce pays, **État-nation** (voir fiche histoire 10) récent, est au départ très influencé par le marxisme mais, progressivement, au cours du XX^e siècle, il devient une force politique qui s'éloigne de plus en plus de la référence ouvrière. L'affrontement entre socialistes « réformistes » et « révolutionnaires » y a été particulièrement fort avec plusieurs étapes :

- Dès 1875, syndicats et partis socialistes sont écartelés entre la voie révolutionnaire et le réformiste. En effet, ils œuvrent en faveur d'une transformation radicale de la société, mais proposent dans le même temps des changements concrets destinés à améliorer la vie des ouvriers dans le cadre du capitalisme.
 Le congrès de Gotha en 1875 associe une stratégie révolutionnaire et des propositions réformistes.
- Cette ligne est confirmée au congrès d'Erfurt en 1891 et cela entraîne une rupture entre le SPD (Parti Social-Démocrate) et les partisans d'une révolution (Spartakistes, puis KPD ou Parti Communiste).
- Après la Première Guerre mondiale et la révolution bolchevique de 1917, les socialistes se divisent dans toute l'Europe entre révolutionnaires et réformistes.

Le mouvement ouvrier allemand a été réprimé pendant la période nazie, crise politique (voir fiche Histoire 8) majeure dans l'Histoire allemande. L'opposition entre socialistes et communistes réapparaît après 1945 dans une Allemagne bientôt divisée au sein d'un système international (voir fiche Histoire 3) marqué par la bipolarité. En

Allemagne de l'ouest (ou RFA), le SPD s'affirme comme un parti réformiste alors que le KPD est marginalisé. Les syndicats, constitués en puissantes confédérations, s'alignent sur cette orientation (on évoque le modèle « d'économie sociale de marché » qui est intégrée à la gouvernance (voir fiche Histoire 9) de la RFA). En RDA, en revanche le SED (ou parti socialiste unifié d'Allemagne contrôlé par les Communistes) s'impose et monopolise le pouvoir. Les syndicats sont totalement soumis au parti unique, la grève est interdite et les manifestations sont réprimées (comme en juin 1953).

Avec la réunification, l'opposition entre sociaux-démocrates et « communistes » disparaît avec l'affaiblissement de ces derniers. Pour autant, le paysage économique et social est transformé avec l'accroissement du chômage dans les länder de l'Est, la précarisation de certains emplois et l'émergence du mouvement écologiste qui influencent en profondeur l'opinion publique (voir fiche Histoire 7) allemande. Le SPD, qui a effectué un tournant libéral avec Schröder à partir de 2002, doit faire également face à la concurrence de « Die Linke » ou gauche radicale.

- **Termes associés**: internationale socialiste, syndicalisme réformiste, syndicalisme révolutionnaire.
- Vers la géohistoire : acteurs, puissance.
- La confusion à ne pas faire: Ce que l'on observe en Allemagne n'est pas nécessairement généralisable à toute l'Europe. En effet, le contexte allemand est très spécifique; en particulier pour la période qui couvre celle de la guerre froide avec la division de l'Allemagne en deux États (RFA et RDA) qui incarnent des visions différentes du socialisme. Pour autant, il est intéressant de mettre en perspective cette situation avec celle d'autres pays, comme par exemple la France.

Le schéma pour retenir

